



Salariés : les premières victimes de la transformation d'ENGIE

Engie veut transformer son image et son positionnement dans l'Energie et les services, ce qui signifie de changer de nouveau de stratégie. Jusqu'en 2013, Engie lâchait l'Europe pour le "tout à l'international" avec 20 milliards d'euros engloutis dans le rachat d'IP (spécialiste des centrales... à charbon). En 2016, Engie voudrait se recentrer sur l'Europe avec peu de production, focalisée sur les ENR, le trading et les services pour l'efficacité énergétique, la digitalisation, la connexion de systèmes, etc.

L'exploration et la production de gaz sortiraient des activités du Groupe car trop impactées par le marché, c'est un comble alors que le gaz est la seule énergie fossile qui figure dans les plans de transition énergétique. En réalité, le Groupe veut se débarrasser des activités liées aux marchés. Comme si les activités régulées et subventionnées ne comportaient aucun risque !

La production centralisée d'électricité sortirait officiellement "parce qu'elle est trop carbonée".

La Direction du Groupe prépare un programme de cession important (15 à 20 milliards sur 2 ans), programme qui n'est pas nécessaire pour investir dans les nouveaux secteurs, contrairement à ce que dit le Groupe. Surtout, personne ne sait quelles activités prendraient le relais, dans un délai aussi court : on peut déjà prévoir une chute importante de l'Ebitda (-20%) et du résultat à l'horizon 2018 qui ne passerait qu'à -10 % avec le nouveau plan de rigueur qui impactera les emplois et les compétences

Est-ce en perdant les compétences à rythme très soutenu que le groupe va rebondir ? Nous ne le pensons pas.

La CGT chiffre ainsi les dégâts à venir :

- Exploration production : cession des 1 900 emplois dont 345 directement supprimés par le Groupe.
- informatique (Engie IT) : 200 suppressions
- Centres d'appels: 567 emplois supprimés (dumping social par transfert sur des centres prestataires en France ou dans des pays "à bas coûts")
- Trading : 100 (estimation)
- Entreprise et collectivités : 200 (risque là aussi de dumping social)
- New Corp : 400 (estimation selon le taux d'effort annoncé sur le plan Lean)

Sur l'ensemble du Groupe, le plan Lean représenterait plus de 10 000 suppressions d'emplois (estimation sur la base des gains attendus). En outre, le Groupe, contrairement à son engagement dans l'Accord Social Européen du 8 avril 2016, semble lancé dans une accélération de la politique de dumping social (transfert d'activités ou filialisations vers des conventions collectives et des pays à garanties sociales plus faibles).

Au regard de l'ampleur et du rythme des suppressions d'emplois, la CGT considère que le repositionnement des salariés qui perdraient leur poste, prévu dans l'Accord Social Européen, ne serait pas possible.

La CGT reste toujours attachée aux missions de service public et aux activités qui permettent aux consommateurs de bénéficier d'une énergie fiable, disponible et d'un prix permettant à chacun de l'utiliser.

La CGT considère que les nouveaux services dans le cadre de la transition énergétique doivent répondre aux besoins des consommateurs.

La CGT conteste les changements stratégiques permanents d'Engie et propose de conserver les activités historiques en même temps que le développement des activités liées à la transition énergétique. C'est la logique qu'elle a portée, depuis des années, d'une transition énergétique mais aussi économique du Groupe dans la durée. C'est cette logique qui a conduit la CGT à s'investir fortement dans la négociation de l'accord social européen.